



Centre international  
de solidarité ouvrière  
(CISO)

---

## Rapport annuel 2001-2002



*L'éducation coûte cher, essaie l'ignorance*

Slogan du Syndicat national des enseignants du Niger (SNEN), partenaire du CISO

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

## À la mondialisation néolibérale, opposons la mondialisation solidaire

DANS LE RAPPORT ANNUEL 2000-2001, RÉGINE LAURENT, LA PRÉSIDENTE DU CISO A CE MOMENT, FAISAIT ÉTAT DE LA MOBILISATION EXEMPLAIRE OBSERVÉE DANS LE CADRE DE QUÉBEC 2001, MOBILISATION À LAQUELLE LE CISO AVAIT PARTICIPÉ, NOTAMMENT PAR LA FORMATION DE MILITANTES ET MILITANTS DES ORGANISATIONS MEMBRES DU CISO. ELLE SOULIGNAIT AUSSI LES NOMBREUSES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION MENÉES ET CONCLUAIT AVEC LA NÉCESSITÉ DE POURSUIVRE LE TRAVAIL AMORCÉ.

La présente note est dans le suivi de la précédente. En effet, nos activités de coopération se sont poursuivies. Nous fermerons dans les prochains mois un important dossier avec Solidarité Canada Sahel, où nous avons soutenu le renforcement institutionnel de nos partenaires dans les pays africains. Nous avons aussi maintenu nos actions d'appui auprès d'Haïti et du Mexique, et nous amorçons un nouveau projet avec Cuba.

Des stages ont aussi été organisés, pour permettre à des militantes et militants du CISO de vivre une expérience de solidarité internationale sur le terrain. Une tournée d'une retraitée du Guatemala a été une occasion de tisser de nouveaux liens.

La lutte à la **mondialisation néolibérale** est une bataille qui n'est pas terminée, loin s'en faut. Mais des signes indéniables de la **mondialisation solidaire** en construction se font sentir.

Québec 2001 a constitué un réveil pour beaucoup et le travail de sensibilisation et de mobilisation s'est poursuivi dans nos organisations et dans la société civile. Les effets négatifs de la mondialisation à la sauce ZLÉA sur les services publics, sur le taux de chômage, sur la perte de souveraineté des états, sur les risques pour l'environnement, pour les droits du travail et pour la diversité culturelle sont une analyse de plus en plus partagée. Même le gouvernement québécois, traditionnelle-

ment favorable au libre-échange, admet le risque de ce processus pour la citoyenneté et met sur pied un Observatoire de la mondialisation pour suivre et analyser les effets sociaux de ce libre-échange. Porto Alegre a été un franc succès, ce qui ouvre de nouvelles pistes d'action en faveur d'un avenir viable.

Nous pouvons être fiers de la contribution du CISO à la naissance et au développement de cette mondialisation solidaire. En plus de la session de base, «Comprendre la mondialisation pour changer le monde», que nos formatrices et formateurs ont donnée à de nombreux militants et militantes, deux sessions additionnelles ont été finalisées et ont commencé à circuler : il s'agit de «Prendre son monde à coeur» sur le travail et la mondialisation et de «Réapprendre la démocratie». Des outils additionnels en production, les capsules vidéo, nous permettront de susciter des débats enrichissants dans nos rangs sur des thématiques très importantes en lien avec la mondialisation. La participation du CISO au Réseau québécois sur l'intégration continentale est un autre forum qui nous permet, avec les organisations syndicales, de faire progresser notre vision d'un monde plus solidaire.

Je terminerai ce message par deux citations qui, pour moi, illustrent de façon éloquente la différence entre la mondialisation néolibérale et la mondialisation solidaire : La session de formation du CISO sur la mondialisation

commence par cette citation, en 1995, du président (Percy Barnevik) d'un groupe industriel helvético-suédois, qui a une succursale au Québec : « Je définirais la mondialisation comme la liberté pour mon groupe d'investir où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant et en vendant où il veut, et en ayant à supporter le moins de contraintes possibles en matière de droit du travail et de conventions sociales. »

Cette même session de formation fait état d'une lettre reçue en octobre dernier des travailleuses et travailleurs de Mex Mode, une maquiladora mexicaine sous-traitante de Nike : « Nous, travailleurs dans une maquiladora et vous, qui avez une conscience sociale et luttiez en faveur du respect des droits, avons finalement, après un long trajet, atteint notre objectif : mettre sur pied un syndicat démocratique, le Syndicat indépendant de Kuk Dong. Si nous sommes unis dans la poursuite d'un but, avec un seul cœur, en tant qu'étudiants, organisations et travailleurs, nous pouvons obtenir le respect des droits des travailleurs. »

C'est à la poursuite de ce but que je convie toutes les militantes et militants du CISO.

En toute solidarité,

CLAIRE LALANDE

présidente



**LE CONSEIL  
D'ADMINISTRATION  
ET LE PERSONNEL  
DU CISO  
EN 2001-2002**

**Claire Lalande**, présidente  
CSQ – Groupe A

**Émile Vallée**, vice-président  
FTQ – Groupe A

**Chantal Boivin**, secrétaire  
FIIQ – Groupe A

**Lucie Grandmont**, trésorière  
SFPQ – Groupe A

**Nicole Baillargeon**  
CSQ – Groupe B

**Sylvie Bissonnette**  
FIIQ – Groupe A

**Michèle Choquette**  
SINEQ – Groupe B

**Nicole Fortin**  
FEC-CSQ – Groupe B

**Minerva Gutierrez**  
Conseil central de Montréal  
CSN – Groupe B

**Richard Langlois**  
CSQ – Groupe A

**André Leclerc**  
FTQ – Groupe A

**Marie Marsolais**  
Syndicat de l'enseignement  
de la Pointe-de-l'Île – Groupe B

**Michel Sawyer**  
SFPQ – Groupe A

**Céline Tremblay-Franche**  
Groupe D

**Sonia Trépanier**  
SCC-CSQ – Groupe B

**LE PERSONNEL**

**Roger Saucier**  
Coordonnateur

**Micheline Jalbert**  
Chargée de projets

**Carmen Dupont**  
Chargée de projets

## La formation au CISO en 2001-2002

**LES SESSIONS DE FORMATION :**  
La formation au CISO au cours de l'année a connu un parcours particulier. Il était prévisible que baisserait l'ardeur de la demande en formation que l'on a vécue les mois qui ont précédé la tenue du Sommet des peuples à Québec en avril 2001. C'est ce qui est arrivé au cours de l'automne. Les demandes de formation, même du premier module "Comprendre la mondialisation pour changer le monde" ont diminué sensiblement. Au cours de ces mois, nous avons donc consacré une partie de nos énergies à faire de la publicité sur nos différents modules de formation au sein de nos membres, lors de congrès ou d'assemblées générales et par notre Solidarité en bref.

Cependant, cette phase de calme apparent s'est estompé au début de l'année 2002. De janvier à avril, nous avons donné trois sessions de formation sur le thème « Comprendre la mondialisation pour changer le monde » et deux sessions de formations avec la vidéo « Turbulences ».

Par ailleurs, nous avons planifié une session de formation de formatrices et formateurs sur le module « Réapprendre la démocratie ». Cette session a eu lieu en mars dernier en présence d'une douzaine de militantes et militants qui sont désormais outillées pour transmettre le contenu de la session. L'intérêt pour les formations sur la mondialisation a donc repris au cours de la deuxième partie de l'année.

### LES CAPSULES VIDÉO ET LES FICHES THÉMATIQUES

Grâce aux appuis financiers obtenus de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et du Ministère des relations internationales (MRI) en juin passé, nous avons pu réaliser des outils complémentaires à nos modules actuels de formation. Ce sont cinq capsules vidéo de dix à quinze minutes chacune dont les thèmes sont :

- Mondialisation, milieux de travail et développement de solidarités;
- L'importance des solidarités avec les travailleuses et travailleurs du Sud;

l'exemple de l'entreprise Mex Mode au Mexique;

- L'utilisation solidaire des fonds de pension;
- La consommation responsable;
- La démocratie et les nouveaux pouvoirs des citoyens.

En complément à ces capsules vidéo, le CISO est à produire des fiches d'information résumant chacun de ces thèmes qu'on remettra aux participantes et participants lors de nos prochaines sessions de formation. Outre les subventions gouvernementales, nous avons également reçu des appuis financiers importants de la part du Fonds de solidarité de la FTQ, de la CSQ et du Conseil central de Montréal pour améliorer sensiblement la qualité de ces outils.

Comme on le constate, 2001-2002 fut une année très productive au plan de la formation puisqu'en plus des sessions qui ont été données, nous avons consacré une bonne partie de l'année à la production d'outils visuels accessibles qui favoriseront certainement le développement de la connaissance et de l'intérêt sur plusieurs aspects de la mondialisation.

Ces travaux très productifs n'auraient sans doute pas connu une telle ampleur sans l'apport de nos militantes et militants formateurs que l'on se doit de remercier. Ce sont Gisèle Bourret, Marcel Duhaime, André Marcoux, Natalie McCarthy, Barbara Michaud, et Jean Yergeau.

### LES MEMBRES DU COMITÉ DE FORMATION EN 2001-2002 :

Lyne Bergeron, SFPQ  
France Bernier, CSQ  
Sylvie Bissonnette, Lucille Auger, FIIQ  
Micheline Jourdain, retraitée  
André Marcoux, retraité  
Manon Perron, Hugues Rondeau, Conseil Central de Montréal, CSN  
Jean Sylvestre, FTQ  
Roger Saucier, CISO

## Les projets de coopération internationale du CISO en 2001-2002



### LES PROJETS RECEVANT L'APPUI DE SOLIDARITÉ CANADA SAHEL

Au cours de l'année écoulée, le CISO a continué d'appuyer trois organisations syndicales et un mouvement de défense des droits humains dans le cadre du Programme de renforcement de la société civile au Sahel (PRSCS). Le programme financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et géré par Solidarité Canada Sahel (SCS), vise à contribuer au renforcement de la société civile dans trois pays du Sahel soit le Mali, le Burkina Faso et le Niger.

Au Burkina Faso, les Projets d'appui institutionnel (PDI) au Syndicat national des enseignantes et enseignants africains du Burkina (SNEAB, 7 000 membres), à la Confédération générale des travailleurs et travailleuses du Burkina (CGTB, 30 000 membres) et au Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP, 15 000 membres) se sont terminés au cours de l'année. Le SNEAB et la CGTB par ces projets ont amélioré leur capacité organisationnelle et financière. Des activités soutenues de formation (sur le syndicalisme, le leadership, l'environnement, la mondialisation, la gestion d'organisation, la comptabilité d'exercice, le genre et développement), d'apport financier (boutique du livre, imprimerie) et de support d'information (publication de journaux) ont permis de mieux asseoir les syndicats et de les rendre plus crédibles comme interlocuteurs valables dans la société civile. Le MBDHP a complété le PDI avec des activités complémentaires financées par le reliquat du projet. Ces activités ont permis à l'organisation de faire le bilan national et d'élaborer son plan d'action de 2002-2003.

Au Niger, le Syndicat national des enseignantes et enseignants du Niger (SNEN, 14 500 membres) a réalisé plusieurs activités découlant de la planification stratégique de janvier 2001. Ce projet se réalise conjointement SNEN – CISO – CSQ. L'objectif principal est d'augmenter le pouvoir d'influence du SNEN dans l'amélioration des conditions des enseignantes et enseignants et dans le renforcement de la société civile au Niger. Les résultats suivants sont atteints :

- la consolidation de moyens qui lui assure une indépendance des décisions politiques de l'État nigérien;
- des moyens de communication qui lui permettent d'avoir une action plus efficace au siège et en régions;
- des cadres syndicaux mieux formés et motivés qui assurent les fonctions de planification des activités, de formation des membres et de gestion administrative et financière des ressources;
- des militantes leaders qui veulent accéder à des postes de responsabilités au Congrès de mars 2003;
- une meilleure visibilité du syndicat tant au niveau de ses membres qu'auprès de la société civile.

De plus, par la réalisation des activités du PDI de façon responsable, le syndicat apparaît comme une organisation sérieuse, crédible, progressiste et engagée. De surcroît, il a obtenu de SCS, en mars 2002, un financement complémentaire de 50 000 \$CAN pour accomplir de nouvelles activités au cours de l'année 2002-2003 pour un budget total de 205 550 \$.

### AU TOGO, ALPHABÉTISATION POUR LES FILLES ET LES FEMMES

Les partenaires :

- Fédération togolaise des associations et clubs UNESCO (FTACU)
- Syndicat de l'enseignement de Champlain (SEC)
- CUSO-Québec
- CISO

Les objectifs :

- Améliorer la participation efficace et active des jeunes dans les activités de développement et de gestion de leur société.
- Accroître le nombre de filles et de femmes sachant lire (environ 2000).
- Apprendre les rudiments des mathématiques.
- Développer le sens civique, la connaissance des droits etc.

Le projet, terminé depuis décembre 2001, a atteint les résultats suivants :

- 107 alphabétiseurs et alphabétisatrices formés par la Direction de l'alphabétisation et de l'Éducation des adultes du Togo;
- 3 150 filles et femmes capables de lire en alphabétisation fonctionnelle et de faire des calculs mathématiques de base;
- des femmes qui s'impliquent mieux dans les affaires socio-économiques de leur communauté;
- des changements importants dans les attitudes des filles et des femmes formées : plus grande autonomie, encouragement à leur sœur et à leur fille pour aller à l'école, capacité accrue pour lire les comptes domestiques et suivre les résultats scolaires etc.;
- un projet dont la couverture nationale a été de 57%;
- une organisation, la FTACU, mieux expérimentée dans la gestion de projet.

## Les projets de coopération internationale du CISO en 2001-2002



### LE CISO EN APPUI À LA SYNDICALISATION DANS LES MAQUILADORAS AU MEXIQUE

En octobre 2002 débutait au Mexique, à Ciudad Juarez, à la frontière avec les États-Unis, la deuxième phase du projet intitulé : « **Organisation et formation à la frontière nord du Mexique** ». Ce projet s'échelonne sur deux ans. Notre partenaire dans ce projet est le Centre de recherche et de formation sur le travail (CETLAC), mis sur pied par le Front authentique du travail (FAT) il y a quatre ans. Le montant total du projet est de 155 602 \$ pour deux ans.

Il convient de rappeler que la zone franche de Juarez regroupe environ 370 entreprises dont 80 % sont des transnationales américaines. Cette immense ville *maquiladora*, une des plus importantes au Mexique, offre du travail à

250 000 travailleurs malgré la récession américaine qui a eu pour effet de réduire le nombre d'emplois de 70 000.

Les résultats actuels de ce projet sont très stimulants. Au cours de la première phase, grâce à des formations variées, syndicales et autres, le CETLAC a réussi à syndiquer une des usines de Johnson & Johnson (1200 travailleurs). Le niveau de salaire et les avantages acquis par cette première vraie convention collective sont devenus la norme de référence pour toute la zone. Qui plus est, les dirigeants de l'entreprise ont décidé de reporter les acquis de cette convention aux travailleuses et travailleurs d'une autre de leur usine de Juarez.

Le CETLAC est actuellement en relation avec des comités de travailleurs dans deux autres usines. Ceux-ci sont prêts à exiger des votes de formation pour un comité syndical démocratique au

sein de leur usine. Le CETLAC travaille également avec les femmes et travailleuses de la région victimes de violence et d'assassinats. Des marches sont faites, des pétitions sont déposées aux dirigeants politiques, etc. Le CETLAC a même obtenu une émission de radio hebdomadaire sur l'industrie de la *maquiladora*.

Finalement, ce petit Centre est devenu un lieu de référence international sur l'industrie de la *maquiladora*. Des journalistes, des chercheurs, des étudiants viennent du Mexique du Canada, des États-Unis et de l'Europe s'enquérir de ce phénomène et faire des reportages. Le succès de cette initiative, appuyée par le CISO et ses partenaires, est tel que le FAT a pris la décision de créer deux autres centres du même genre à Monterrey et à Aguascalientes qui, elles aussi, possèdent des zones franches importantes.



L'équipe du CETLAC

## Les projets de coopération internationale du CISO en 2001-2002



### CONSOLIDATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EN HAÏTI

Après deux années d'intervention dans la formation et la sensibilisation des membres des organisations de base partenaires sur la problématique des droits humains et certaines législations usuelles en rapport avec le système juridique en Haïti, l'Institut Culturel karl Lévêque (ICKL) a démarré une nouvelle phase du projet Consolidation de la société civile. Cette deuxième phase s'inscrit dans une perspective beaucoup plus dynamique. Il s'agit de la mobilisation en vue de contribuer au renforcement de la conscience citoyenne, en vue d'une prise en charge de leur destinée par les véritables concernées, en l'occurrence, les communautés locales.

Le projet se déroule dans sept localités et touche quatorze organisations. La durée du projet est de deux ans avec un budget de 138 440 \$. Notre partenaire l'ICKL doit composer avec beaucoup de difficultés dues à la crise socio-politique et économique de plus en plus chronique dans le pays. Selon l'ICKL, les libertés publiques sont mises à rude épreuve. Par exemple, dans certaines régions du pays, aucune réunion n'est permise sans l'approbation du maire ou du député.

Malgré tout, après les premiers huit mois d'activités, 82 délégués ont reçu une formation en technique de constitution de dossiers, droits économiques et sociaux, pouvant les rendre aptes à accompagner leurs organisations. Trois séminaires de formation ont été réalisés et les organisations disposent de ressources pouvant les aider à monter un cahier de charge sur des problèmes de droits humains. La formation, dans le cadre de ce programme, adhère à la perspective de fournir aux organisations les capacités théoriques nécessaires, en vue de mieux orienter leur actions pratiques. **La formation au service de la mobilisation.** Dans l'ensemble, les membres des organisations ont une vision assez claire de la problématique des droits économiques et sociaux et peuvent se servir des outils juridiques disponibles pour la défense de leurs droits.

### LE CISO ET CUBA

Après une présence à Cuba de 1978 à 1985 par de nombreux stages, le CISO renouvelle sa volonté d'appuyer le peuple cubain. En novembre 2000, onze militantes et militants participent de nouveau à un stage de solidarité à Cuba et pour donner suite, un projet de formation syndicale est élaboré avec la Centrale des travailleurs cubains (CTC). Le CISO a obtenu de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), l'approbation du projet *Proyecto integral para la preparación de los dirigentes sindicales cubanos, en el ambito economico y los nuevos retos des sindicalismo internacional.*

Il s'agit d'un projet de formation de dirigeants syndicaux cubains dans le cadre économique et les nouveaux défis du syndicalisme international. Par le développement du présent projet, on vise à réaliser des actions coordonnées sur l'ensemble du territoire de l'île : séminaires, conférences, rencontres théoriques et pratiques, afin de préparer les dirigeantes et dirigeants syndicaux cubains de tous les niveaux de direction, à être des agents actifs de changement que l'on exige dans la gestion des entreprises cubaines.

On doit rendre possible la participation des travailleuses et travailleurs à la gestion et prise de décisions dans le contexte économique national et international dans le but d'une plus grande efficacité et compétitivité. Cela contribuerait à élever les bénéfices économiques des travailleuses et travailleurs et à améliorer substantiellement leurs conditions de travail. Le développement de l'économie cubaine s'est trouvé affecté depuis 1959 par les effets nocifs du blocus nord-américain.

Le projet débute en mai 2002 pour une période de deux ans. Les formateurs seront formés par l'école nationale Lázaro Peña en coordination avec le Secrétariat des questions économiques de la CTC nationale. L'école Lázaro Peña est une école de formation syndicale fondée par un ancien secrétaire général de la CTC, dont elle porte le nom. Sa mission est de préparer les programmes, les méthodologies et les contenus destinés aux responsables syndicaux nationaux et internationaux de la CTC.

Le coût total du projet est de 217 500 \$ Can.  
La CTC assume 118 500 \$, l'ACDI participe pour 66 000 \$ et le CISO doit apporter une contrepartie de 33 000 \$.

## Stage international pour les jeunes CISO / RORAC / ACDI

D'une durée de six mois (octobre 2001 à avril 2002), ce stage avait pour objectif de réaliser des projets en agromonie, agroforesterie et organisation communautaire au Mexique dans la région appelée *Zone orientale de la vallée de Mexico*. L'équipe mexicaine du RORAC (Fondation Roberto Oliveros Rivas AC) était composée de spécialistes dans le domaine de l'agriculture écologique et du travail social. L'équipe mexicaine a épaulé dans différents projets les stagiaires de la délégation de jeunes professionnels mandatée par le CISO : Dominic Besner (génie forestier), Ludovic Chagnon (génie rural irrigation), Karine Hardy (agronomie), Pierre Lanthier (animation et organisation communautaire), et Catherine Pomares (agronomie).

Au cours du mois d'octobre, quatre projets ont été initiés :

- Un modèle d'agriculture durable à San Rafaël.
- L'appui à la communauté Caserio de Cortés.
- L'aménagement de la forêt communautaire d'Amecameca (Bienes Comunales).
- La construction de citernes d'eau de pluie et l'irrigation.

Le modèle d'agriculture durable a débuté par l'élaboration d'un contrat pour fixer les objectifs avec le producteur. Ainsi, Karine a commencé les travaux et il restait que très peu de temps avant la fin du stage pour les terminer. Tout de même, elle a pu établir un plan de rotation des cultures qui ont été choisies par le producteur et par Karine.

Caserio de Cortés est le projet que Pierre a obtenu. Au début, il devait évaluer les différents sous-projets à cet endroit (citerne d'eau, toilette sèche); voir à ce que les projets soient bien terminés. Enfin, il s'avérait important d'établir un plan pour le futur proche et éloi-



gné de cette communauté. Ainsi, un autre projet a été élaboré : permettre à un groupe de femmes d'apprendre à s'organiser pour réaliser une coopérative d'alimentation ou de fabrication de Tortilla (boulangerie).

Le projet de la forêt communautaire d'Amecameca a été élaboré avec les différents intervenants. Avec eux, les modalités ont été discutées. Ainsi le RORAC, Dominic et Catherine pouvaient s'occuper du plan d'aménagement récréotouristique. Dominic a recensé différents sentiers et certains sites de camping et a donné des indications pour la rénovation de bâtiments encore utiles. On a pu réaménager les infrastructures existantes pour en faire un lieu récréatif pour les activités extérieures. Durant la longue fin de semaine de Pâques, ils ont attiré quelques touristes.

Les projets d'irrigation et de construction de citernes d'eau devaient être pris en charge par deux personnes : Ludovic et Catherine. En cours de route, le projet d'irrigation a disparu puisqu'un retard considérable avait été constaté. Ainsi, les citernes promises durant l'été 2001 n'avaient pas été construites. Cela ne permettait plus de leur installer un

système d'irrigation. Le RORAC et Ludovic ont donc choisi de centrer leurs efforts sur la construction du premier réservoir et de s'assurer d'obtenir l'argent pour les prochaines citernes.

Comme il y a eu beaucoup de retard dans le projet d'irrigation et de citernes, Catherine a continué le stage en le combinant avec son propre projet. Elle a donc décidé d'élaborer un plan d'agroforesterie pour « le modèle d'agriculture durable », un plan d'aménagement d'arbres fruitiers. De plus, elle participait déjà au projet d'aménagement récréotouristique avec Dominic. Dans ce projet, elle a centré ses efforts pour répertorier les plantes médicinales et a conçu le sentier d'interprétation des plantes médicinales. Les villageois ont appris à reconnaître ces plantes avec l'outil d'apprentissage qu'elle a réalisé. Ils pourront ainsi enseigner l'utilisation de ces plantes aux touristes.

Ce stage s'est donc avéré très formateur pour les participants canadiens et mexicains. Il a laissé des acquis aux communautés côtoyées et un regain de vitalité au sein du RORAC.

LUDOVIC CHAGNON,  
ingénieur rural, stagiaire

# Le Guatemala en 2001-2002

En juin et juillet 2001, un nouveau groupe de stagiaires du CISO a séjourné deux semaines au Guatemala. Il était composé de représentantes et représentants de six organisations syndicales différentes et de deux personnes provenant du secteur des retraités de l'enseignement. Cette activité constituait la suite d'une série de quatre stages précédents réalisés de 1992 à 1996 et d'une mission élargie organisée en juin 1998. À noter également, que le CISO a soutenu des projets de coopération au Guatemala depuis notre premier séjour.

Les stagiaires ont rencontré principalement des délégués de diverses organisations syndicales, santé, fonction publique, enseignement, secteur privé, travailleurs de plantations de bananes, de maquiladoras, etc. Les participants ont aussi échangé avec des personnes retraitées de la Fédération nationale des retraités du Guatemala, avec des représentantes et représentants de l'Unité d'action syndicale et populaire (UASP), devenu depuis Coordination nationale syndicale et populaire (CNSP), notre partenaire d'organisation du stage, de la Coordination nationale indigène et paysanne (CONIC), de l'Assemblée de la société civile (ASC) qui a négocié les Accords de paix de 1996 et du Groupe d'appui mutuel (GAM).

Les constats, à la suite de ce stage, sont à l'effet que la situation sociale et politique dans ce pays est désastreuse. Les espoirs issus des Accords

de Paix de 1996 n'ont pas été au rendez-vous pour ce peuple qui a vécu une guerre civile de plus de trente années. Bien au contraire. On y a observé une profonde détérioration de tous les services publics, un accroissement de la répression, de l'insécurité, du chômage et de la misère d'us, entre autres, à l'application des politiques néolibérales, une corruption des élites politiques, etc.

Au retour, dans le but de répondre à cette situation plus que difficile, les stagiaires ont décidé de tout mettre œuvre pour soutenir le mouvement syndical membre de la CNSP (plus de trente organisations syndicales différentes) et d'organiser une tournée d'information au Québec avec un ou une représentante de la Fédération nationale des retraités du Guatemala.

Cette tournée a pu se tenir du 13 au 28 avril 2002, grâce à l'implication de plusieurs stagiaires. C'est **Paulina Pineda Aldana**, présidente de cette Fédération qui fut déléguée pour cette activité provinciale d'information. La tournée a séjourné dans les régions de Drummondville, de Québec, du Saguenay-Lac St-Jean et de Montréal. Les résultats en termes d'information sont assez impressionnants : rencontres avec six organisations nationales de retraités-es, six organisations syndicales nationales ou régionales, cinq organisations communautaires et deux ONG, avec des représentantes et représentants de trois CÉGEP et d'une univer-



sité et dix entrevues avec de médias régionaux et nationaux.

En conclusion, on peut dire que le Guatemala a été une cible importante pour le CISO en 2001-2002. En plus d'une recherche d'appuis financiers au mouvement syndical guatémaltèque, des stagiaires et le CISO ont organisé l'envoi de lettres de soutien aux travailleurs de l'usine américaine Dymel en grève depuis plusieurs mois, de même que l'envoi de dons financiers d'urgence. Par ailleurs, suite à la tournée avec Paulina Pineda Aldana, beaucoup d'associations de retraités de Québec ont manifesté le désir de poursuivre le travail et de développer des liens avec leurs homologues au Guatemala. On peut donc prévoir une poursuite des travaux de solidarité avec ce pays.

## Les publications du CISO en 2001-2002

- Rapport de stage au Guatemala : *Revendiquer la justice et la démocratie*
- Rapport de stage en Haïti : *Un pays comme ça, nous n'en voulons pas !*
- Jeunes professionnels au Mexique : *No pasa nada*
- *Manuel de gestion*, guide à l'intention des organisations en Afrique de l'Ouest
- *Solidarité en bref / CISO Actualité*

Ces publications sont disponibles au :  
Centre international de solidarité ouvrière (CISO)  
9405 rue Sherbrooke Est, Montréal Qc H2L 3P6

Téléphone : (514) 356-8888 • Télécopieur : (514) 356-0475 • Courriel : [ciso@cam.org](mailto:ciso@cam.org) • Site Web : [www.cam.org/~ciso](http://www.cam.org/~ciso)